



Assemblée générale

Distr. générale
29 août 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session

Point 51 de l'ordre du jour provisoire*

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Rapporteuse : Rafea Arif (Norvège)

Résumé

Le présent rapport, que le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a adopté à sa séance du 22 août 2019^a, rend compte des activités menées par le Groupe de travail en 2019 et décrit en détail la situation financière actuelle de l'Office. Il se conclut, comme les rapports précédents du Groupe de travail, par des observations formulées à l'intention de l'ensemble des États Membres.

^a Les États-Unis d'Amérique se sont désolidarisés du présent rapport.

* A/74/150.



I. Introduction

1. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a été institué en application de la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale, laquelle en a prorogé le mandat à plusieurs reprises, tout récemment dans sa résolution 71/91. Dans cette résolution, l'Assemblée a affirmé la nécessité de poursuivre l'œuvre de l'Office en attendant le règlement équitable de la question des réfugiés de Palestine, ce qu'elle a de nouveau souligné dans sa résolution 73/92, la dernière en date sur la question.
2. Le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a été établi par l'Assemblée générale dans sa résolution 2656 (XXV), avec pour mission d'examiner toutes les questions relatives au financement de l'Office.
3. Le Groupe de travail se compose des représentants des États-Unis d'Amérique, de la France, du Ghana, du Japon, du Liban, de la Norvège, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Trinité-et-Tobago et de la Turquie. Il est actuellement présidé par le Représentant permanent de la Turquie, Feridun H. Sinirlioglu.
4. Depuis sa vingt-cinquième session, l'Assemblée générale examine chaque année les rapports que lui soumet le Groupe de travail (celui de 2018 a été publié sous la cote A/73/349) et adopte des résolutions relatives à l'UNRWA et au Groupe de travail, dans lesquelles elle prend note avec satisfaction de l'action menée par celui-ci (la plus récente étant sa résolution 72/82).

II. Renseignements généraux

5. La communauté internationale a confié à l'UNRWA la responsabilité de fournir une aide et une protection humanitaires aux réfugiés de Palestine dans l'ensemble de sa zone d'intervention, à savoir la Jordanie, le Liban, la République arabe syrienne, la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et la bande de Gaza. Depuis sa création, en dépit de la détresse persistante qui est celle de plus de 5,5 millions de réfugiés de Palestine, l'Office fait face à une pénurie chronique de ressources financières qui met à rude épreuve sa capacité de s'acquitter pleinement de son mandat.
6. Dans l'attente d'un règlement juste et durable de la question des réfugiés de Palestine, il est de la responsabilité collective de la communauté internationale d'apporter des solutions aux problèmes humanitaires que rencontrent aujourd'hui ces réfugiés, dans le respect du droit international, et notamment des résolutions pertinentes de l'ONU.
7. Depuis le lancement de ses opérations, en 1950, l'UNRWA dispense des services aux réfugiés de Palestine dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne, avec le concours des gouvernements hôtes et des donateurs, qui mobilisent des moyens propres à faciliter son action. À l'heure actuelle, le personnel de l'UNRWA, qui compte près de 30 000 membres, fournit aux réfugiés de Palestine enregistrés auprès de l'Office une aide humanitaire, des services de développement humain et une assistance d'urgence indispensables. L'Office joue un rôle important en ce qu'il contribue à la stabilité régionale et s'emploie à favoriser la paix et la sécurité et à réduire l'extrémisme au Moyen-Orient. Il s'efforce également de défendre et de promouvoir les droits des réfugiés de Palestine en s'appuyant sur le droit international.

8. Les réfugiés de Palestine demeurent systématiquement le groupe le plus vulnérable dans les communautés où ils vivent et souffrent de la pauvreté, de la montée du chômage (en particulier chez les jeunes et les femmes) ainsi que de la discrimination sous des formes diverses, de l'exclusion sociale et de restrictions à leurs droits de la personne.

9. En dépit de ses difficultés financières récurrentes, l'UNRWA a continué de prendre des mesures pour accroître son efficacité, tout en maintenant la qualité des services qu'il dispense aux réfugiés de Palestine. Les réformes qu'il a engagées pour y parvenir témoignent de l'importance qu'il accorde à la transparence et à l'application du principe de responsabilité, dans l'esprit du « Grand Bargain » (pacte relatif au financement de l'action humanitaire) annoncé lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire, qui s'est tenu à Istanbul en mai 2016.

III. Secteurs d'activité de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

10. En 2018, l'Office a continué d'apporter une aide humanitaire, des services de développement humain et une protection aux réfugiés de Palestine enregistrés dans le cadre d'un engagement collectif qui l'a vu unir ses forces à celles des donateurs et des pays accueillant ces réfugiés. Au cours de la période considérée, l'Office a réussi à dispenser plus 8,5 millions de consultations de soins de santé primaires, à scolariser 532 857 enfants (en 2018/19), à fournir une protection sociale (notamment une assistance pécuniaire et une aide alimentaire) à plus de 255 000 personnes, à offrir une formation et un enseignement techniques et professionnels à 7 564 jeunes et à octroyer des microcrédits à 38 183 personnes, dont 13 052 réfugiés de Palestine. En outre, 1 138 familles ont bénéficié d'une aide pour la remise en état ou la construction de leur logement et, conformément à ses normes de sécurité et de protection, l'UNRWA a construit, modernisé ou reconstruit six centres de santé et 16 écoles. Les services de protection ont été étendus à tous ses secteurs d'activité, la priorité étant tout particulièrement donnée aux activités de sensibilisation et à celles visant à doter le personnel de l'Office des compétences nécessaires pour protéger les réfugiés de Palestine sur le terrain.

11. Dans la bande de Gaza, les conditions de vie des quelque 1,3 million de réfugiés de Palestine enregistrés se sont dégradées sous l'effet des conflits répétés et du déclin spectaculaire de l'activité économique observé depuis 2000. Le bouclage de Gaza par Israël, maintenant dans sa treizième année, a des répercussions catastrophiques sur l'économie et les infrastructures, ce qui aggrave la vulnérabilité des réfugiés, multiplie leurs besoins et alimente la situation d'extrême dépendance de la population à l'égard de l'aide internationale. En 2019, l'UNRWA devrait continuer de fournir une aide alimentaire d'urgence à environ 1 million de réfugiés de Palestine, soit plus de la moitié de la population totale de Gaza. Le Groupe de travail est préoccupé par l'augmentation du coût de cette aide, qui résulte de la fermeture de points de passage et des procédures de sécurité imposées par Israël pour l'entrée et le suivi de toutes les importations de l'Office dans la bande de Gaza. Il souligne qu'il faut réaliser des progrès pour améliorer la situation économique et humanitaire à Gaza et qu'il importe de mettre intégralement en œuvre les résolutions 1850 (2008) et 1860 (2009) du Conseil de sécurité.

12. De même, l'occupation israélienne continue de peser sur la vie de la communauté des réfugiés de Palestine, qui compte actuellement plus de 800 000 personnes enregistrées dans le secteur d'activité de l'Office en Cisjordanie. La démolition d'habitations palestiniennes, la destruction de biens et de moyens de

subsistance et les projets d'expansion des colonies, notamment à Jérusalem-Est, préoccupent vivement la communauté des réfugiés de Palestine. Les restrictions imposées par Israël à la liberté de circulation ont pour effet d'affaiblir l'économie de la Cisjordanie. En 2019, la taxe sur la valeur ajoutée que le Ministère des finances de l'Autorité palestinienne devait à l'Office au titre de services et de biens acquis pour la Cisjordanie et Gaza s'élevait à 100,6 millions de dollars (montant non vérifié au 11 juillet 2019), somme légèrement inférieure à celle de l'année précédente (100,9 millions).

13. En République arabe syrienne, le conflit continue de faire des ravages parmi les réfugiés de Palestine. On estime que 438 000 étaient toujours dans le pays en janvier 2019, et qu'environ 60 % d'entre eux avaient été déplacés au moins une fois. Environ 46 000 autres avaient fui vers le Liban ou la Jordanie. Au total, 95 % des réfugiés de Palestine vivant en République arabe syrienne dépendent de l'UNRWA pour obtenir une aide.

14. D'après les données de l'UNRWA, plus de 465 000 réfugiés de Palestine sont actuellement enregistrés au Liban, sans compter ceux qui proviennent de la République arabe syrienne. Les réfugiés restent exclus de 39 professions et font l'objet de plusieurs autres restrictions, comme l'interdiction de détenir des biens immeubles. L'afflux de réfugiés de Palestine en provenance de la République arabe syrienne a aggravé la dépendance de cette population, qui souffrait déjà d'une pauvreté généralisée. Les services de l'Office représentent donc une planche de salut pour les réfugiés. Le Liban compte de multiples groupes constitués de nombreux réfugiés sur son territoire, ce qui met à rude épreuve les ressources nationales, les infrastructures et la cohésion sociale.

15. En Jordanie, pays qui accueille sur son territoire plus de 2,2 millions de réfugiés de Palestine, les conditions de vie sont relativement bonnes, malgré la précarité et l'aggravation de la pauvreté dont beaucoup continuent de souffrir. Le nombre croissant de réfugiés ayant fui la République arabe syrienne, notamment des réfugiés de Palestine, pose des problèmes au Gouvernement autant qu'aux personnes qui demandent de l'aide.

IV. Structure de office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

16. Les activités de base de l'Office sont inscrites dans son budget-programme, qui prévoit les ressources nécessaires pour financer son programme de travail, lequel reste inchangé au fil des ans et concerne essentiellement l'éducation, la santé, les secours et les services sociaux. Le budget-programme englobe l'ensemble des activités et des programmes à exécuter par l'Office.

17. L'Office dispose d'un seul cadre budgétaire intégré dans lequel sont regroupés son budget-programme, essentiellement financé par des contributions volontaires non préaffectées des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et d'autres donateurs, les fonds alloués à des projets précis assortis de calendriers, qui proviennent dans leur intégralité de contributions volontaires préaffectées, et les ressources autres que les ressources de base, mobilisées au titre des appels d'urgence, qui permettent de lever des fonds, préaffectés ou non, provenant de contributions volontaires.

18. Depuis la deuxième Intifada en 2000, l'UNRWA fournit aux réfugiés de Palestine qui vivent dans la bande de Gaza et en Cisjordanie une aide d'urgence financée grâce à l'appel d'urgence en faveur du Territoire palestinien occupé. C'est ce qu'il fait également en République arabe syrienne, au Liban et en Jordanie depuis

juin 2012, dans le cadre du Plan de gestion régionale de la situation des réfugiés syriens, financé grâce à l'appel d'urgence pour la République arabe syrienne.

19. Les projets, qui font partie intégrante des travaux de l'UNRWA, visent à fournir à l'Office l'assistance technique et les éléments d'infrastructure nécessaires à l'accomplissement de l'ensemble de ses activités. Leur budget contient tous les financements qui n'apparaissent ni dans le budget-programme ni dans les appels d'urgence.

V. Situation financière de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

20. En 2018, le déficit de financement de l'Office a atteint 538 millions de dollars. En août, l'un des principaux donateurs a annoncé qu'il ne financerait plus l'UNRWA, plongeant ce dernier dans une crise sans précédent qui a menacé son existence même. Celle-ci a toutefois été surmontée à la fin de 2018, ce qui a permis aux réfugiés de Palestine de continuer de bénéficier de services précieux, voire essentiels. Pour ce faire, il a fallu que l'UNRWA et les parties prenantes déploient des efforts considérables et soutenus afin de trouver de nouveaux financements, à hauteur de 446 millions de dollars, et de dégager 92 millions de dollars grâce à des gains d'efficacité et des mesures d'austérité. Malgré ces efforts, l'Office est de nouveau confronté à des difficultés financières. Il lui faut environ 1,2 milliard de dollars en 2019 pour mener à bien ses programmes ordinaires et fournir des services humanitaires vitaux, notamment une aide d'urgence à 1,5 million de réfugiés de Palestine touchés par une crise humanitaire, en particulier dans la bande de Gaza et en République arabe syrienne. Au 30 juin, le déficit de l'Office s'établissait à 151 millions de dollars.

21. Donnant suite au rapport du Secrétaire général en date du 30 mars 2017 (A/71/849), l'Office et ses partenaires ont réalisé d'importants progrès en matière de mobilisation des ressources. En 2018, l'UNRWA a élargi sa base de donateurs : 42 gouvernements et institutions de toutes les régions du monde ont augmenté leur contribution à l'Office ou ont contribué à son financement pour la première fois. En mars 2019, encouragé par la Turquie, pays assurant la présidence de la Commission consultative de l'Office qui a également exercé ses bons offices à la présidence de la treizième session de la Conférence islamique au sommet des chefs d'État ou de gouvernement, l'Afghanistan a annoncé une contribution d'un montant de 1 million de dollars. Au cours de la période considérée, l'Office s'est employé à élargir sa base de donateurs en engageant un dialogue constructif avec des organisations multilatérales, notamment l'Association des nations de l'Asie du Sud-est, le groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), le Groupe des 77, la Ligue des États arabes, l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et le Mouvement des pays non alignés. Il a également participé à la Conférence sur la coopération entre les pays d'Asie de l'Est pour le développement de la Palestine en vue de renforcer encore la coopération avec les donateurs asiatiques. Ces efforts collectifs déployés par les donateurs, traditionnels ou non, illustrent la volonté manifeste de la communauté internationale de donner espoir aux réfugiés de Palestine.

22. En septembre 2018, dans le cadre de l'action menée pour mobiliser des ressources, l'Allemagne, le Japon, la Jordanie, la Suède, la Turquie et l'Union européenne ont organisé une réunion ministérielle consacrée à l'UNRWA à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette initiative a été d'une très grande utilité en attirant davantage l'attention sur le travail inestimable accompli par l'Office et en renforçant l'appui qui lui est apporté. Elle s'est soldée par de nouvelles

annonces de contributions, à hauteur de 122 millions de dollars. Entre octobre et décembre 2018, d'autres contributions, d'un montant total de 64 millions de dollars, ont été annoncées, ce qui a permis de combler le déficit budgétaire.

23. L'Office continue de se fonder sur le succès de l'action collective menée à l'échelle internationale en 2018 pour faire face à ses difficultés financières en 2019. Le 31 mai 2019, après des mois de collaboration entre l'Office et plusieurs de ses partenaires, les États membres de l'OCI ont approuvé la création d'un fonds waqf de développement destiné à financer les activités de l'UNRWA. Il s'agit d'un fonds de dotation dont l'objet, une fois son capital dûment constitué, sera de générer des revenus réguliers pour l'Office. Le fonds sera administré par la Banque islamique de développement, avec laquelle l'Office collabore actuellement pour mettre en service ce nouvel instrument avant la fin de 2019.

24. À la conférence annuelle d'annonce de contributions, qui s'est tenue en juin 2019, l'UNRWA a reçu un soutien exceptionnel de la part des États Membres. Les représentants ont salué à l'unanimité son rôle de garant des droits et de la dignité des réfugiés de Palestine et fait l'éloge de son personnel pour son engagement en faveur du développement humain de ces réfugiés au Moyen-Orient. Les États Membres ont annoncé des contributions s'élevant à plus de 110 millions de dollars.

25. L'Office s'est efforcé d'élargir ses possibilités de partenariats privés afin de tirer parti de solutions de financement nouvelles et novatrices, l'immense potentiel de la finance sociale islamique étant au cœur de cette entreprise. Au cours du premier semestre de 2019, il a mené plusieurs campagnes à l'occasion du Ramadan, notamment au Brunéi Darussalam, aux Émirats arabes unis, en Malaisie, au Qatar et en Turquie. Il s'emploie également à attirer des fonds provenant de la zakat en forgeant des partenariats dans les États membres de l'OCI.

26. Les contributions recueillies en ligne ont quadruplé depuis le début de 2018 grâce au renforcement des moyens de collecte de fonds numérique. Pour la première fois, l'Office investit dans la création d'une base de soutien en ligne aux fins de la mobilisation de ressources. Il continue également de rechercher des formules de partenariat novatrices avec des entreprises qui sont pour la plupart établies au Moyen-Orient, notamment en lançant dans les médias des campagnes visant à sensibiliser le public à la question des réfugiés de Palestine et à rallier son soutien. À cette fin, des accords officiels ont été conclus avec de grands groupes de médias au Moyen-Orient.

Évolution du déficit en 2018

<i>Date</i>	<i>Faits marquants</i>	<i>Montant du déficit (millions de dollars É.-U.)</i>
1 ^{er} janvier		194
Janvier	Réduction de 300 millions de dollars de la contribution des États-Unis et report à 2018 du déficit de 49 millions de dollars enregistré en 2017	538
Février	Prise de mesures d'efficacité et d'austérité par l'UNRWA à hauteur de 92 millions de dollars	446
Mars	Tenue de la conférence ministérielle à Rome (voir A/73/349) et annonces de contributions des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite d'un montant total de 200 millions de dollars	246
Mai	Mobilisation de contributions d'un montant de 10 millions de dollars dans le cadre de l'appel lancé pour remédier à la crise sanitaire à Gaza	256

<i>Date</i>	<i>Faits marquants</i>	<i>Montant du déficit (millions de dollars É.-U.)</i>
Juin et juillet	Annonces de contributions supplémentaires à hauteur de 39 millions de dollars lors de la conférence annuelle d'annonce de contributions, tenue à New York en juin 2019	217
Août	Annonces de contributions supplémentaires à hauteur de 31 millions de dollars	186
Septembre	Annonces de contributions à hauteur de 122 millions de dollars lors de la Réunion de haut niveau	64
Octobre-décembre	Annonces de contributions supplémentaires à hauteur de 64 millions de dollars	0

VI. Conclusions et recommandations

27. Le Groupe de travail souhaite remercier tous les États Membres, les donateurs et les pays hôtes, qui appuient les travaux de l'Office depuis sa création et contribuent à améliorer le quotidien des réfugiés de Palestine, à favoriser leur développement humain et à assurer leur protection.

28. Le Groupe de travail se déclare vivement préoccupé par le grave déficit de financement du budget-programme de l'UNRWA pour 2019 et, dans le respect de la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale et des résolutions suivantes prorogeant le mandat de l'Office, réaffirme que c'est avant tout aux États Membres et à la communauté internationale dans son ensemble qu'il incombe de veiller à ce que le niveau des services de l'UNRWA reste acceptable, à la fois en quantité et en qualité, et que le financement tienne compte de la nécessité pour l'Office de répondre aux besoins croissants des réfugiés. Le Groupe de travail craint en outre l'effet déstabilisateur que ce déficit de financement risque d'avoir sur la région, dans un Moyen-Orient déjà en proie à des crises d'intensité variable.

29. Le Groupe de travail se félicite de la poursuite des réformes de grande envergure engagées par l'UNRWA, mais estime que les réformes en cours ne suffiront pas à elles seules à régler les problèmes de déficit. Il encourage donc l'Office à poursuivre ses efforts en la matière.

30. Le Groupe de travail remercie le Commissaire général et l'ensemble du personnel de l'UNRWA de s'être employés sans relâche, malgré les énormes difficultés opérationnelles qu'ils ont pu rencontrer, à assurer les services courants et les services d'urgence de l'Office.

31. Le Groupe de travail engage vivement tous les gouvernements à tenir compte des considérations qui précèdent lorsqu'ils fixeront le montant de leur contribution à l'UNRWA pour 2019.

32. Sur la base du rapport du 30 mars 2017 ([A/71/849](#)) et des paragraphes qui précèdent, le Groupe de travail :

a) Invite instamment tous les gouvernements à accroître et à maintenir sur plusieurs années, si possible, leurs contributions volontaires à l'UNRWA, et à contribuer au financement de l'Office par les trois voies décrites dans le présent rapport, sachant qu'il est primordial que le budget-programme soit intégralement financé. Les donateurs sont vivement encouragés à verser rapidement leurs contributions, notamment celles qu'ils ont annoncées à la conférence annuelle d'annonce de contributions tenue à New York le 25 juin. Les contributions versées par les gouvernements devraient être d'un montant suffisant pour que l'Office soit en

mesure de satisfaire aux besoins croissants des réfugiés de Palestine et tenir compte des effets de l'inflation et d'autres facteurs qui entraînent la hausse du coût des services fournis. Les contributions doivent également être le reflet d'un juste partage des charges à l'échelle internationale ;

b) Félicite l'UNRWA pour les mesures qu'il a prises en vue d'accroître son efficacité tout en maintenant la qualité des services destinés aux réfugiés de Palestine, et préconise le maintien de ces mesures ;

c) Prend note des recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général du 30 mars 2017 ([A/71/849](#)) et dans toutes les résolutions relatives au financement de l'UNRWA, dont l'objectif est de remédier aux déficits budgétaires récurrents de l'Office et d'appuyer de manière suffisante et prévisible l'exécution de ses activités essentielles ;

d) Invite instamment tous les gouvernements à fournir des financements pluriannuels non préaffectés, si possible, à apporter des contributions régulières et prévisibles à l'UNRWA, conformément aux recommandations formulées au Sommet mondial sur l'action humanitaire, et à verser ces contributions le plus tôt possible dans l'année.

Annexe I

Contributions annoncées au titre du financement des programmes de l'UNRWA au cours du premier semestre de 2019 (en espèces et en nature) au 22 août 2019 et classées par montant

(Équivalent des montants en dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Total</i>
Union européenne (y compris la direction générale Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes)	106 435 096
Allemagne	100 835 948
Royaume-Uni	74 942 089
Suède	64 046 240
Émirats arabes unis	51 800 000
Japon	32 023 512
Norvège	28 217 581
Suisse	23 743 754
Qatar	21 000 000
France	20 808 646
Canada	18 618 549
Australie	13 853 706
Danemark	10 724 072
Turquie	10 000 000
Belgique (y compris le Gouvernement flamand)	7 424 390
Irlande	5 681 818
Luxembourg	5 681 818
Finlande	5 574 136
Espagne (y compris les gouvernements régionaux)	5 321 640
Italie	5 048 661
Inde	5 000 000
Koweït	5 000 000
Autriche	2 637 829
Jordanie	2 293 942
État de Palestine	2 192 731
Arabie saoudite	2 036 960
Fédération de Russie	2 000 000
Nouvelle-Zélande	1 682 350
Afghanistan	1 000 000
Chine	1 000 000
Indonésie	1 000 000
Oman	717 764
Pologne	521 812
Estonie	318 440
République arabe syrienne	280 772

<i>Donateur</i>	<i>Total</i>
Pakistan	250 000
Islande	238 137
Liban	231 244
République de Corée	198 181
Malte	114 155
Chypre	114 000
Monaco	113 766
Liechtenstein	97 943
Slovénie	57 078
Kazakhstan	50 000
Pays-Bas	37 221
Slovaquie	33 445
Lituanie	33 370
Guyana	20 000
Philippines	20 000
Portugal	20 000
Total	641 092 797

Annexe II

Contributions annoncées au titre du financement des programmes de l'UNRWA en 2018 (en espèces et en nature) au 31 décembre 2018 et classées par montant

(Équivalent des montants en dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Total</i>
Union européenne (y compris la direction générale Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes)	178 989 326
Allemagne	177 439 447
Arabie saoudite	159 956 771
Royaume-Uni	92 754 569
Suède	64 999 762
États-Unis	60 429 282
Émirats arabes unis	53 800 000
Qatar	51 499 779
Koweït	50 000 000
Japon	44 999 224
Norvège	36 278 753
Suisse	27 828 599
Canada	26 746 123
Pays-Bas	22 677 756
Espagne (y compris les gouvernements régionaux)	19 055 991
Turquie	18 774 000
Italie	17 090 974
Australie	16 017 103
Belgique (y compris le Gouvernement flamand)	15 498 794
France	15 261 693
Danemark	14 475 903
Irlande	10 815 862
Luxembourg	5 757 296
Finlande	5 490 921
Jordanie	5 181 523
Inde	5 000 000
État de Palestine	4 231 942
Nouvelle-Zélande	2 741 100
Chine	2 350 000
Fédération de Russie	2 000 000
Autriche	1 639 518
République de Corée	1 608 850
Oman	667 782
Pologne	583 243
Islande	521 653
République arabe syrienne	518 965

<i>Donateur</i>	<i>Total</i>
Mexique	500 000
Estonie	339 829
Malaisie	268 008
Liban	255 885
Pakistan	250 000
Tchéquie	240 588
Liechtenstein	214 362
Azerbaïdjan	200 000
Indonésie	200 000
Malte	182 654
Portugal	138 611
Chypre	120 000
Saint-Siège	100 000
Kazakhstan	100 000
Slovaquie	95 858
Bulgarie	81 585
Slovénie	79 800
Chili	62 500
Monaco	60 386
Bangladesh	50 000
Roumanie	50 000
Thaïlande	40 000
Lituanie	24 540
Lettonie	11 364
Total	1 217 348 477
